



Conseil de sécurité

Distr. générale
2 juin 2016
Français
Original : anglais

Lettre datée du 31 mai 2016, adressée au Président du Conseil de sécurité par le Secrétaire général

J'ai l'honneur de vous faire tenir ci-joint une lettre du Président de la République centrafricaine, Faustin Archange Touadera, en date du 17 mai 2016 (voir annexe).

Je vous serais obligé de bien vouloir porter le texte de la présente lettre et de son annexe à l'attention des membres du Conseil de sécurité.

(Signé) **BAN** Ki-moon



Annexe

Monsieur le Secrétaire général,

Permettez-moi tout d'abord de renouveler aux Nations Unies, ainsi qu'aux autres membres de la communauté internationale, la profonde gratitude du peuple centrafricain et la mienne propre pour leur mobilisation exceptionnelle en faveur de la République centrafricaine (RCA) tout au long de la transition initiée en 2013. Il est évident que sans cet engagement, en particulier l'action de la Mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la stabilisation en République centrafricaine (MINUSCA) sur le terrain, la violence inouïe qui a affligé notre peuple et gravement compromis sa cohésion sociale aurait définitivement emporté la République, avec des conséquences incalculables pour la RCA et l'ensemble de la région. Je vous suis reconnaissant pour votre implication personnelle et l'intérêt que vous n'avez eu de cesse de porter à mon pays.

Avec la conclusion réussie de la transition, notamment à travers la tenue d'élections présidentielle et législatives transparentes et crédibles, nous entrons dans une nouvelle phase, tout aussi cruciale pour l'avenir de mon pays. Il s'agit, en effet, de consolider les acquis de la transition, de renforcer la cohésion et la réconciliation nationales et d'œuvrer à un développement socioéconomique équilibré bénéficiant à l'ensemble des régions de notre pays et aux différentes composantes de sa population, gage d'une paix et d'une stabilité durables. L'engagement continu de l'ensemble de la communauté internationale aux côtés de la République centrafricaine est essentiel pour la réalisation de ces objectifs. Je voudrais vous assurer de ma détermination et de celle de l'ensemble du Gouvernement centrafricain à ne ménager aucun effort pour relever les défis gigantesques auxquels notre pays est confronté et ouvrir une nouvelle page dans son histoire tumultueuse. Nous avons pleine conscience du rôle primordial qui nous incombe à cet égard. Sans un leadership centrafricain fort, l'appui de la communauté internationale ne produira pas tous les effets escomptés.

Une de mes priorités depuis ma prise de fonctions et la formation du Gouvernement porte sur le démantèlement des groupes armés actifs en différents endroits du territoire centrafricain. Leur présence et leurs activités entretiennent l'insécurité, dont les principales victimes sont la population civile, entravent les efforts visant à retisser le lien social et constituent un obstacle au rétablissement de l'autorité de l'État et à l'exercice de ses prérogatives régaliennes, y compris la collecte des taxes, et même qu'elles rendent impossibles la traduction sur le terrain des dividendes de la paix et le relèvement socioéconomique. Cette situation fait, par ailleurs, peser une grave hypothèque sur la sécurité et la stabilité de la région, au moment où celle-ci doit faire face à de sérieux problèmes sécuritaires.

Son Excellence
Monsieur Ban Ki-moon
Secrétaire général des Nations Unies

Aussi ai-je pris l'initiative de m'entretenir directement avec les représentants des groupes armés pour en appeler à leur sens des responsabilités, les exhorter à s'engager de bonne foi dans un processus de désarmement, de démobilisation et de réinsertion et à faire valoir leurs revendications par des moyens pacifiques. Je leur ai fait part de ma disponibilité à engager sans délai un dialogue pour s'accorder sur les paramètres et modalités du règlement de cette question, dans le respect scrupuleux de l'état de droit et des institutions dont le peuple centrafricain s'est librement doté. Dans cette démarche, je suis animé par la conviction que la solution au problème des groupes armés devra être intégrée, en ce qu'elle devra traiter tous ses aspects. Mon gouvernement et moi-même sommes engagés à nous attaquer aux causes profondes de la crise centrafricaine, y compris les revendications politiques et socioéconomiques des groupes armés et de leurs éléments. Aucun effort ne sera ménagé à cet effet. Dans le même temps, il est crucial que force reste à la loi et que la légitimité démocratique puisse s'exercer sur l'ensemble du territoire centrafricain. C'est à cette condition que la République centrafricaine pourra s'attaquer avec succès aux nombreux défis qui l'assaillent et entravent encore sa marche vers plus de justice et de prospérité partagée.

Dans ce contexte, je ne saurais suffisamment souligner l'importance et l'urgence que revêt le soutien de la communauté internationale. Je forme le vœu ardent que les partenaires de la République centrafricaine, dans le prolongement de leur soutien sans faille à la transition, puissent signifier fermement aux différents groupes politico-militaires l'urgence que revêt le rétablissement de l'autorité de l'État et les exhortent à s'engager de bonne foi dans le dialogue que j'ai initié. Des prises de position publiques et coordonnées des différents partenaires de la RCA, en particulier les Nations Unies, enverraient un message fort quant à la détermination de la communauté internationale à peser de tout son poids en vue du règlement de la question des groupes armés. L'aboutissement rapide des efforts entrepris créera des conditions propices à la tenue réussie de la conférence des donateurs prévue en novembre prochain, en vue de la mobilisation des ressources dont la RCA a tant besoin pour son relèvement socioéconomique. Je forme l'espoir que, malgré votre calendrier très chargé, vous pourrez m'offrir, lors de ma prochaine visite début juin à New York, l'opportunité de vous exposer de vive voix ma vision pour mon pays, en particulier sur la question du démantèlement des groupes armés. De même vous serais-je reconnaissant de bien vouloir porter cette lettre à l'attention des membres du Conseil de sécurité pour leur information et action en tant que de besoin.

Je voudrais vous informer que j'ai adressé des communications similaires à la Communauté économique des États de l'Afrique centrale, à la Conférence internationale sur la région des Grands Lacs et à l'Union africaine, ainsi qu'à l'Union européenne.

Tout en vous exprimant une fois de plus la profonde reconnaissance du peuple et du Gouvernement centrafricains pour l'accompagnement et la solidarité des Nations Unies, je vous prie de croire, Monsieur le Secrétaire général, à l'assurance de ma très haute considération.

Fait à Bangui, le 17 mai 2016

(Signé) Faustin Archange **Touadera**